

L'indice de Perception de la Corruption 2019 montre que les efforts de lutte contre la corruption stagnent dans les pays du G7

Une analyse révèle que la corruption est plus répandue dans les pays où l'argent influence le pouvoir politique

Berlin, 23 janvier 2020 - Plus des deux tiers des pays, ainsi que bon nombre des économies les plus avancées du monde, stagnent ou montrent des signes de recul dans leurs efforts de lutte contre la corruption, selon l'**Indice de Perception de la Corruption (IPC) 2019** publié aujourd'hui par Transparency International.

[Lire le rapport](#)

L'analyse des résultats révèle que les pays dans lesquels les élections et le financement des partis politiques sont perméables à une influence induite de la part d'intérêts particuliers sont moins en mesure de lutter contre la corruption.

« La frustration face à la corruption du gouvernement et le manque de confiance dans les institutions témoignent de la nécessité d'une plus grande intégrité politique », a déclaré Delia Ferreira Rubio, Présidente de Transparency International. « Les gouvernements doivent s'attaquer de toute urgence au rôle corrompueur des grosses sommes d'argent dans le financement des partis politiques et à l'influence induite qu'elles exercent sur nos systèmes politiques. »

POINTS CLES DE L'IPC

L'IPC note 180 pays et territoires selon leurs niveaux perçus de corruption dans le secteur public, en s'appuyant sur 13 évaluations d'experts et enquêtes menées auprès de chefs d'entreprises. Cet indice utilise une échelle de zéro (fortement corrompu) à 100 (très peu corrompu).

Plus des deux tiers des pays ont un score inférieur à 50, le score moyen se situant seulement à 43. Depuis 2012, seuls 22 pays ont considérablement amélioré leurs scores, dont l'Estonie, la Grèce et le Guyana, et 21 pays ont sensiblement régressé, parmi lesquels l'Australie, le Canada et le Nicaragua.

Nos recherches montrent que plusieurs des économies les plus avancées ne peuvent se permettre de faire preuve de complaisance si elles veulent maintenir leur élan de lutte contre la corruption. Quatre pays du G7 obtiennent des résultats inférieurs à ceux de l'an dernier : le **Canada** (-4), la **France** (-3), le **Royaume-Uni** (-3) et les **États-Unis** (-2). L'**Allemagne** et le **Japon** n'ont connu aucune amélioration, tandis que l'**Italie** a gagné un point.

CORRUPTION ET INTÉGRITÉ POLITIQUE

L'analyse montre que les pays qui obtiennent de bons résultats sur l'IPC ont également une mise en œuvre plus stricte des réglementations sur le financement des campagnes et un éventail plus large de consultations politiques.

Les pays où les réglementations sur le financement des campagnes sont complètes et systématiquement appliquées ont un score moyen de 70 sur l'IPC, alors que les pays où ces

réglementations sont soit inexistantes, soit mal appliquées n'obtiennent respectivement qu'une moyenne de 34 et 35.

Soixante pour cent des pays qui ont considérablement amélioré leur score IPC depuis 2012 ont également renforcé leur réglementation sur le financement des campagnes.

« L'absence de progrès réels contre la corruption dans la plupart des pays est décevante et a une incidence négative importante sur les citoyens du monde entier », a déclaré Patricia Moreira, directrice générale de Transparency International. « Pour avoir une chance de mettre fin à la corruption et d'améliorer la vie des individus, nous devons nous attaquer à la relation entre la politique et l'argent. Tous les citoyens doivent être représentés dans la prise de décision. »

Les pays ayant des processus de consultation plus larges et plus ouverts ont un score moyen de 61 sur l'IPC tandis que les pays où il y a peu ou pas de consultation obtiennent un score moyen de seulement 32.

Une grande majorité de pays dont le score de l'IPC a considérablement diminué depuis 2012 n'engagent pas les acteurs politiques, sociaux et économiques les plus pertinents dans la prise de décision politique.

RECOMMANDATIONS

Pour réduire la corruption et restaurer la confiance dans la politique, Transparency International recommande aux gouvernements de :

- Renforcer les systèmes de redevabilité et promouvoir la séparation des pouvoirs ;
- S'attaquer au traitement préférentiel pour assurer que les budgets et les services publics ne soient pas motivés par des relations personnelles ou orientés par des intérêts particuliers ;
- Contrôler le financement politique pour éviter un excès d'argent et d'influence en politique
- Gérer les conflits d'intérêts et s'attaquer au phénomène du pantouflage ;
- Réglementer les activités de lobbying en favorisant un accès ouvert et constructif à la prise de décision ;
- Renforcer l'intégrité électorale, prévenir et sanctionner les campagnes de désinformation ;
- Donner plus de pouvoir aux citoyens et protéger les activistes, les lanceurs d'alerte et les journalistes.

Pour une liste complète des recommandations, rendez-vous sur : www.transparency.org/cpi2019.

FIN

Notes aux éditeurs

L'Indice de Perception de la Corruption 2019 de Transparency International contient des données de Varieties of Democracy (Variétés de démocraties) (V-Dem).

À propos de Transparency International

Transparency International est l'organisation mondiale de la société civile au premier plan de la lutte contre la corruption depuis plus de 25 ans. Pour nous rejoindre, consultez transparency.org.

À propos de l'Indice de Perception de la Corruption

Depuis sa création en 1995, [l'Indice de Perception de la Corruption](http://www.transparency.org/cpi) est devenu le principal indicateur mondial de la corruption dans le secteur public. En 2012, Transparency International a revu la méthodologie utilisée dans l'élaboration de l'Indice afin de permettre la comparaison des scores d'une année à l'autre. Pour plus de précisions, veuillez visiter : www.transparency.org/research/cpi.